



**ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES**

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Revue de presse

(23 septembre 2025)

SOMMAIRE

Retombées de la conférence de presse du 15 septembre2

Radios / TV

France Inter : interview de Catherine Nave-Bekhti (15/09/2025)2

France Info : site web – interview de Catherine Nave-Bekhti (15/09/2025)2

Presse écrite

Tout Éduc (15/09/2025)2

AEF Info (16/09/2025)3

Syndicalisme Hebdo (16/09/2025)3

NewsTank Éducation et Recherche (16/09/2025)4

Pour aller plus loin : mobilisation du 18 septembre5

TV

Sqool TV : Catherine Nave-Bekhti, invitée du « Grand JT de l'éducation »
(10/09/2025)5

Presse écrite

Capital : site web (17/09/2025) – interview de Lætitia Aresu.....5

Le Monde (18/09/2025)6

Syndicalisme Hebdo6

Pour aller plus loin : échos de la rentrée scolaire6

TV

BFMTV : site web – interview de Sylvie Perron (14/09/2025)6

Presse écrite

Le Monde (27/08/2025)7

Le Monde (27/08/2025)7

Le Monde (01/09/2025)8

Conférence de presse de rentrée enseignement scolaire - 15 septembre 2025

France Inter

À la suite de notre conférence de presse de rentrée, [Catherine Nave-Bekhti](#) a été interrogée par Sonia Princet pour France Inter, diffusé le lundi 15 septembre 2025 dans le « Journal de 18 h » de Christelle Rebière.



Cfdt:
ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES

**La mobilisation du
18 septembre**

Catherine Nave-Bekhti
secrétaire générale

interview
par Sonia Princet

**LE JOURNAL
DE 18H**
CHRISTELLE REBIÈRE

Lundi 15 septembre à 18 h

France Info

L'interview ci-dessus pour France Inter est reprise ici :

« [Mobilisation du 18 septembre : la CFDT Éducation dénonce une rentrée "sous contrainte budgétaire" et appelle à "construire le rapport de force"](#) », 15 septembre 2025.

Tout Éduc

« [La distance entre le discours ministériel et la réalité se creuse, les personnels sont brutalisés \(CFDT-EFRP\)](#) », lundi 15 septembre 2025

« Le ministère annonce un grand plan "santé mentale" sans prévoir les frais de déplacement. C'est le fossé entre les annonces et les moyens de mise en oeuvre que souligne, lors de sa conférence de presse de rentrée, ce 15 septembre, la CFDT-Education-Formation-Recherche-Publiques. Alors que les dotations horaires ne

permettent souvent pas de faire fonctionner le dispositif "Devoirs faits", les établissements devraient trouver les moyens de financer les séances d'EVARS (éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité). Les missions de service civique, qui permettaient d'apporter une aide administrative sont divisées par deux ou même quatre, les inspecteurs ne peuvent plus aller dans les écoles si elles sont un peu éloignées, pour éviter des salaires en juillet et août, certains contractuels ont été licenciés au mois de juin pour être réembauchés en septembre, mais le plus souvent, sans avoir à temps les attestations pour France-Travail et, éventuellement, pour le renouvellement de leurs cartes de séjour... »

AEF INFO

« La CFDT EFRP dénonce la "politique du rabot" du gouvernement et ses conséquences sur l'éducation », par Emmanuel Fontaine, mardi 16 septembre 2025 ([réservé aux abonné·e·s](#))

« Chez les personnels de l'Éducation nationale, "l'envie de peser sur les choix budgétaires se ressent", assure Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT EFRP lors d'une conférence de presse le 15 septembre 2025. Le syndicat affiche son soutien à la mobilisation du 18 septembre, au regard des conséquences des coupes budgétaires qui pèsent sur cette rentrée scolaire, entre "difficultés de pilotage" et "assèchement de l'offre éducative". Parmi les problématiques rencontrées : le recrutement des AESH, dont "la promesse d'augmentation du temps de travail ne s'est pas réalisée".

Si la préoccupation des personnels de l'Éducation nationale était, durant les premiers jours de la rentrée scolaire, de "faire tourner école", pour la CFDT EFRP, qui organisait sa conférence de presse de rentrée le 15 septembre 2025, "le souhait de se mobiliser, l'envie de peser sur les choix budgétaires se ressent désormais", assure Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du syndicat. »

Syndicalisme Hebdo

« Une rentrée scolaire sous restrictions », par Jérôme Citron, mardi 16 septembre 2025 ([réservé aux adhérent·e·s CFDT](#))

« En pleine crise politique, la rentrée scolaire s'est déroulée sans grand bruit. Pourtant, la colère est bien présente chez les enseignants et, plus largement, parmi tous les personnels du monde éducatif, du public comme du privé. Les restrictions budgétaires se font de plus en plus sentir. « Il y a Les deux fédérations professionnelles CFDT de l'enseignement ont tenu chacune leur conférence de presse de rentrée ces derniers jours. Le public comme le privé dénoncent un manque criant de moyens... indispensables pour accueillir sereinement l'ensemble des élèves. »

News Tank Éducation & Recherche

« Rentrée 2025 : "L'état du service public d'éducation est très préoccupant" (C. Nave-Bekhti, CFDT-EFRP) », par Alice Huot, 16 septembre 2025 (réservé aux abonnés·e·s)

« "Changer le Premier ministre ne change pas les réalités professionnelles de celles et ceux qui font l'école au quotidien. Or, l'état du service public d'éducation est très préoccupant en cette rentrée 2025", déclare Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT-EFRP, le 15/09/2025.

(...)

Mise en place du programme Evars. Compte tenu des baisses de dotations, la CFDT-EFRP craint des difficultés dans la mise en place des trois séances obligatoires d'Evars (éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle). "Les trois séances obligatoires ne sont pas comprises dans les services des enseignants. Si c'est une infirmière qui intervient, ce sera dans son service, mais pour les enseignants, ce n'est pas le cas. Donc, il faut bien les rémunérer en plus"», explique Caroline Brisedoux, secrétaire nationale.

(...)

Mise en place des PAS. Selon Florence Dubonnet, secrétaire nationale, "il y a des endroits où les PAS (pôles d'appui à la scolarité) remplacent les Pials, dans d'autres endroits il y a un double fonctionnement". Elle s'exprime concernant la mise en place de 500 PAS à la rentrée 2025, après l'expérimentation de 100 PAS dans quatre départements à la rentrée 2024. (...) Pour Jean-Marc Marx, secrétaire national, "les PAS peuvent être une solution à une attente des collègues, afin d'avoir des niveaux d'intervention rapides, y compris pour des élèves qui ne sont pas encore reconnus en situation de handicap par la MDPH". Il pointe en revanche la question de la gestion des emplois du temps des AESH, assurée par les Pials. (...) »

POUR ALLER PLUS LOIN

La mobilisation du 18 septembre

Sqool TV

Invitée du « Grand JT de l'éducation », [Catherine Nave-Bekhti explique pourquoi la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques sera mobilisée le mercredi 18 septembre](#) : services publics, justice sociale, conditions de travail dignes (durée de l'interview : 21:20).

The graphic is a promotional poster for a TV interview. On the left is a portrait of Catherine Nave-Bekhti. To her right, the text 'Cfdt: ÉDUCATION FORMATION RECHERCHE PUBLIQUES' is displayed. Further right, the title 'Urgences de l'éducation Mobilisation du 18/09' is written in large, bold letters. Below this, her name 'Catherine Nave-Bekhti' and title 'secrétaire générale' are shown. A stylized orange television icon contains the text 'Invitée de'. To the right of the icon is the 'SQOOL TV' logo with the subtitle 'Le Grand JT de l'éducation'. At the bottom, a red banner states 'mercredi 10 septembre à 20 h 30'.

Capital.fr

« [Enseignants, pharmaciens, cheminots... pourquoi font-ils grève ce 18 septembre ?](#) », par Joséphine Pellois et Frédéric Bakis, 17 septembre 2025

« **TÉMOIGNAGES** - La grève du 18 septembre s'annonce massive, quelques jours après celle du 10 septembre organisée par des collectifs citoyens. Cheminots, enseignants, pharmaciens, chauffeurs de VTC... ils nous expliquent les raisons de leur mobilisation. (...)

Des enseignants déjà "sous l'eau" quinze jours après la rentrée scolaire.

*Ce jeudi, Thibault, professeur des écoles à Rennes, fera grève. Comme les deux tiers de ses collègues, l'enseignant se mobilise d'abord contre "les restrictions budgétaires" avec l'envie de "mettre en garde le futur gouvernement" de Sébastien Lecornu tout juste arrivé à Matignon. "On souhaite un budget juste socialement et fiscalement avec une prise en compte de l'état de l'éducation nationale qui est vraiment préoccupante", résume **Lætitia Aresu, secrétaire nationale du Sgen-CFDT**. "Même si l'Éducation nationale est le premier budget de France, les moyens baissent tout de même année après année par rapport au nombre d'enseignants", dénonce Thibault qui pointe du doigt un "manque criant*

de moyens" avec des élèves toujours plus nombreux et avec des besoins spécifiques. À cela s'ajoutent "un manque de reconnaissance" et une grande "lassitude", précise **Lætitia Aresu** qui explique, que quinze jours après la rentrée scolaire, "le corps enseignant est déjà sous l'eau" qu'il s'agisse des professeurs mais aussi du corps "médico-social" ou même de la "direction". »

Le Monde

« Journée de mobilisation du 18 septembre : des manifestants entre colère et désillusion », article collectif, 18 septembre 2025 ([réservé aux abonné·e·s](#))

« Alexandra Rayzal, qui enseigne en collège à Paris, est venue manifester aux couleurs de la CFDT "parce que le changement de gouvernement ne va rien changer aux choix budgétaires, ni aux sacrifices qui se préparent pour l'éducation et la jeunesse". Dans sa salle des professeurs, quelques-uns sont en grève, "un peu toujours les mêmes", reconnaît-elle. "Certains nous disent qu'ils ne peuvent pas se permettre une journée de grève... mais beaucoup sont surtout désabusés et pensent que manifester ne sert à rien." »

Syndicalisme Hebdo

« Mobilisation du 18 septembre : "La CFDT attend des réponses de la part du gouvernement" », par Fabrice Dedieu, 19 septembre 2025 ([réservé aux adhérent·e·s](#))

« Le sentiment de ne pas être écouté. (...) Agnès, professeur des écoles dans les Hautes-Pyrénées (Occitanie), brandit une pancarte "Réparer les toits, pas casser nos droits" : "On continue de casser le service public, nos salaires et nos conditions de travail se dégradent, ce n'est plus tenable. Or la colère est déjà là depuis plusieurs années", ajoute-t-elle. "Quand on voit la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 pour ne rien obtenir... les gens ont le sentiment de pas être écoutés." »

POUR ALLER PLUS LOIN **Échos de la rentrée**

BFMTV.

« ["On n'en est nulle part": Deux semaines après la rentrée, les établissements toujours dans le flou sur les référents en santé mentale](#) », par Céline Hussonnois-Alaya, site web de BFMTV, 14 septembre 2025

« La circulaire de rentrée, publiée début juillet, indique ainsi que chaque circonscription (qui comprend plusieurs écoles du premier degré), chaque collège et chaque lycée devra

disposer d'un protocole de santé mentale opérationnel "avant la fin de l'année 2025". Il est également précisé que deux personnels repères devront également être "identifiés et formés" dans chaque circonscription, collège et lycée.

"Mais quelle formation ? Et qui la fera ?" se demande pour BFMTV **Sylvie Perron, secrétaire nationale du Sgen-CFDT**. Elle craint un "ersatz" de formation. Car plusieurs membres de son syndicat y ont participé au mois de juin et l'ont jugée insuffisante. "Ça s'est passé un mercredi et on ne leur a pas dit qu'il y aurait d'autres journées. C'était plus de l'information qu'une formation", ce qui l'inquiète.

"Prendre le temps de repérer les signaux faibles, de recueillir la parole de l'élève qui va mal, de signaler et de l'adresser à la bonne personne, c'est une mission lourde", soulève-t-elle avant d'ajouter : "Il faut des professionnels, pas des collègues mal formés".

(...)

Sur les 272 postes ouverts cette année aux différents concours de recrutement de psychologues de l'Éducation nationale, quelque 62 n'ont pas été pourvus. "Le ministère fait des annonces mais il n'y a pas la ressource qui est déjà exsangue", abonde **Sylvie Perron, du Sgen-CFDT**.

La circulaire de rentrée ne précise pas si cette mission (référént en santé mentale) devra être portée par les psychologues, les infirmiers scolaires, les CPE ou les directeurs pour le premier degré. "La difficulté, c'est de trouver des volontaires qui ne soient pas déjà en charge d'une autre mission", pointe encore **Sylvie Perron**. Car localement, certains personnels se sont vus refuser leur candidature du fait qu'ils étaient déjà référents harcèlement ou décrochage scolaire.

(...)

"La santé mentale des jeunes, c'est un vrai problème et un problème important", souligne **Sylvie Perron**. "Mais ce qu'on nous propose, c'est une mesurette, de la poudre aux yeux qui ne va rien résoudre."

Sollicité, le ministère de l'Éducation n'avait pas répondu à BFMTV au moment de la publication de cet article. »

Le Monde

« Rentrée 2025 : à la tête de l'éducation nationale, Elisabeth Borne plombée par le contexte politique et budgétaire », par Éléa Pommiers et Sylvie Lecherbonnier, mercredi 27 août 2025 ([réservé aux abonné·e·s](#))

« "Nous n'aurons toujours pas un enseignant devant chaque classe cette année, et nous payons encore l'héritage du quinquennat de Nicolas Sarkozy en termes de manque de personnels, dénonce **Catherine Nave-Bekhti, de la CFDT-EFRP**. S'il n'y a pas de message fort sur le recrutement, la rémunération, les conditions de travail, on n'arrivera pas à faire mieux." »

« Rentrée scolaire : la réforme de la formation des enseignants, un chantier majeur encore inabouti », par Soazig Le Nevé et Éléa Pommiers, mercredi 27 août 2025 ([réservé aux abonné·e·s](#))

« Dans les universités, où les premiers étudiants à passer le nouveau concours doivent s'y préparer dès le mois de septembre, l'indétermination pèse lourd. "Les deux années de transition qui s'engagent vont être difficiles", prévoit **Laurent Alexandre, secrétaire**

fédéral du SGEN-CFDT. A ses yeux, les modules de préparation proposés aux étudiants dès la rentrée 2025 ne seront pas en nombre suffisant car ils dépendent des moyens que chaque université a pu y consacrer. Et les 10 millions d'euros promis par le ministère de l'enseignement supérieur n'ont pas encore été débloqués. »

« Rentrée 2025 : l'école sous tension, entre la pénurie d'enseignants, les difficultés de l'école inclusive et les budgets contraints », par Sylvie Lecherbonnier, Violaine Morin et Éléa Pommiers, lundi 1^{er} septembre 2025 ([réservé aux abonné·e·s](#))

« Le lycée Jean-Renoir de Bondy (Seine-Saint-Denis), où travaille **Florent Ternisien, responsable de la CFDT-Education dans l'académie de Créteil**, vient tout juste de rejoindre cette part peu enviable des établissements aux classes les plus chargées. "Normalement, nous avons huit classes de 1^{re} générale avec 30 élèves, détaille-t-il. Mais avec moins de passage en 1^{re} générale que prévu, on avait très exactement sept groupes de 35 au mois de juin. Le rectorat a donc supprimé une division", faisant grimper le nombre d'élèves à 35 – ou 34 pour l'une d'entre elles. Mais qui dit moins d'affectations en 1^{re} générale dit souvent plus en filière technologique : "Il y a plus d'élèves en 1^{re} sciences et technologies de la santé et du social, où nous avons deux divisions... Mais le rectorat n'en a pas ouvert une troisième pour autant. Elles passent de 24 à 30 élèves chacune." A la prérentrée du 29 août, les effectifs étaient toujours prévus tels quels. Les enseignants ont lancé un mouvement de grève pour le 5 septembre. (...)

"J'ai proposé au rectorat de supprimer, en 2026, les spécialités anglais-littérature et numérique et sciences informatiques, rapporte, pour sa part, **Laurent Le Drezen, proviseur à Hyères (Var) et membre de la CFDT-Education**. Je n'ai plus les moyens de les financer et c'étaient les deux les moins demandées." Ce proviseur a également réduit la voilure de son option théâtre, où les 1^{re} et les terminales sont désormais regroupées sur trois heures. Sans compter le latin, déjà supprimé à la rentrée 2024. "Il y a dix ans, un enseignant qui voulait monter quelque chose le faisait, et puis on s'arrangeait pour le financer, se souvient Laurent Le Drezen. Aujourd'hui, tout projet est soumis à mon accord préalable, je dois vérifier si on pourra payer. On a une approche beaucoup plus économique que par le passé." (...)

Cet exemple d'un budget qui s'épuise au beau milieu du trimestre se retrouve dans de nombreux territoires et peut, dans le cas des enseignants contractuels, entraîner la suspension pure et simple d'un contrat faute d'argent pour rémunérer le professeur. C'est ce qui s'est produit au printemps, **selon la CFDT-Education Bretagne**, dans cette académie au demeurant plutôt préservée de la pénurie d'enseignants pour l'instant : "Vers mars ou avril, le plafond d'emplois a été atteint et le rectorat n'avait pas eu l'autorisation de le dépasser, se souvient **Luc Grimonprez, responsable du syndicat sur l'académie**. La situation s'est également présentée dans l'enseignement privé, et c'était lié au décalage du budget de l'année dernière. Vu la situation gouvernementale, on est en droit d'imaginer que le problème pourrait se poser de nouveau." »

Relations presse : Aline Noël
contact-presse@efrp.cfdt.fr
06 42 20 18 81